

VD_GERICHTE ZD16.048376 vom 2. Mai 2017

VD Tribunal cantonal, 2017-05-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZD16.048376

FR: VD_GERICHTE ZD16.048376 du 2 mai 2017

IT: VD_GERICHTE ZD16.048376 del 2 maggio 2017

Erwägungen

E. 1

a) Les dispositions de la LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales ; RS 830.1) s'appliquent à l'assurance-invalidité, sous réserve de dérogations expresses prévues par la LAI (loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité ; RS 831.20). L'art. 69 al. 1 let. a LAI dispose qu'en dérogation aux art. 52 LPGA (instaurant une procédure d'opposition) et 58 LPGA (consacrant la compétence du tribunal des assurances du canton de domicile de l'assuré ou d'une autre partie au moment du dépôt du recours), les décisions des offices AI cantonaux peuvent directement faire l'objet d'un recours devant le tribunal des assurances du domicile de l'office concerné. Le recours doit être déposé dans les trente jours suivant la notification de la décision sujette à recours (art. 60 LPGA). b) La procédure devant le tribunal cantonal des assurances, institué par chaque canton en application de l'art. 57 LPGA, est réglée par le droit cantonal, sous réserve de l'art. 1 al. 3 PA (loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative ; RS 172.021) et des exigences minimales fixées par l'art. 61 LPGA. Dans le canton de Vaud, la procédure de recours est régie par la LPA-VD (loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qui s'applique notamment aux recours dans le domaine des assurances sociales (art. 2 al. 1 let. c LPA-VD) et prévoit à cet égard la compétence de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal (art. 93 let. a LPA-VD). c) En l'espèce, le recours a été interjeté en temps utile auprès du tribunal compétent.

- 8 -

E. 2

a) Aux termes de l'art. 55 al. 1 LPGA, les points de procédure qui ne sont pas réglés de manière exhaustive aux art. 27 à 54 LPGA ou par les dispositions des lois spéciales sont régis par la PA (loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative ; RS 172.021). Selon l'art.

E. 2.1

; 121 V 362 consid. 1b). b) Est litigieuse in casu la question de savoir si l'intimé était fondé à prononcer la suspension de la rente du recourant, à titre de mesures provisionnelles, jusqu'à droit connu sur la procédure de révision de la rente, ce à la date de sa décision du 4 octobre 2016. On relèvera en outre que la demande de rétablissement de l'effet suspensif formulée par le recourant aux termes de son acte de

- 10 - recours du 2 novembre 2016 n'a plus d'objet compte tenu du présent arrêt sur le fond.

4. Préliminairement, il s'agit tout d'abord de se prononcer sur la requête du recourant, formulée le 8 décembre 2016, tendant au retranchement du rapport de l'entreprise

I. _____, compte tenu de l'arrêt n° 61838/10 rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH) le 18 octobre 2016 en la cause Vukota-Boji c. Suisse. Dans cet arrêt, la

CrEDH a jugé que la surveillance via vidéo ou photo dans le cadre de l'assurance-accidents portait atteinte au droit au respect de la vie privée au sens de l'art. 8 CEDH (Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ; RS 0.101) et que le droit suisse, en particulier la LGPA et la LAA (loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents ; RS 832.20), ne comportait pas de bases légales suffisamment précises pour justifier cette atteinte, de sorte qu'il y avait eu violation de l'art. 8 CEDH. La CrEDH a en effet reproché à ces deux lois de ne pas indiquer à quel moment et pendant quelle durée la surveillance pouvait être conduite, de ne pas prévoir de garanties contre les abus, notamment de ne pas définir selon quelles modalités les données ainsi recueillies pouvaient être stockées et consultées. La CrEDH a en revanche estimé que l'utilisation d'un rapport de surveillance comme moyen de preuve ne conduisait pas à une violation du droit à un procès équitable au sens de l'art. 6 CEDH lorsque l'assuré concerné avait eu la possibilité de contester l'admissibilité de ce rapport et des preuves y associées, et que la décision était également fondée sur d'autres preuves. b) Dans le cadre de l'assurance-invalidité, l'art. 59 al. 5 LAI autorise les offices AI à faire appel à des spécialistes pour lutter contre la perception induite de prestations. Si l'on peut douter que cette disposition suffise à remplir les conditions d'un cadre de contrôle suffisant comme défini ci-dessus par la CrEDH, il n'est cependant pas nécessaire d'examiner plus avant cette question puisque la requête du recourant doit de toute façon être rejetée compte tenu des circonstances du cas

- 11 - d'espèce. Il faut effectivement constater que le droit à un procès équitable au sens de l'art. 6 CEDH a été respecté. Il a en effet été loisible au recourant de se déterminer sur le rapport de surveillance, communiqué dans son entier. En outre, les faits déterminants ressortent d'autres moyens, à savoir d'une part des jugements rendus à son encontre en matière pénale, d'autre part des recherches effectuées par l'intimé sur internet.

E. 5

Il convient dès lors de statuer sur le fond, soit sur le bien-fondé éventuel de la suspension, à titre provisionnel, du versement de la rente entière d'invalidité servie au recourant. a) L'art. 31 al. 1 LPGA dispose que l'ayant droit, ses proches ou les tiers auxquels une prestation est versée sont tenus de communiquer à l'assureur ou, selon le cas, à l'organe compétent toute modification importante des circonstances déterminantes pour l'octroi d'une prestation. Cette obligation est rappelée à l'art. 77 RAI (règlement du 17 janvier 1961 sur l'assurance-invalidité ; RS 831.201), qui dispose que l'ayant droit ou son représentant légal, ainsi que toute personne ou autorité à qui la prestation est payée, doit communiquer immédiatement à l'office AI tout changement important qui peut avoir des répercussions sur le droit aux prestations, en particulier les changements qui concernent l'état de santé, la capacité de gain ou de travail, l'impotence, ou encore le besoin de soins ou le besoin d'aide découlant de l'invalidité, le lieu de séjour déterminant pour fixer le montant de l'allocation pour impotent et de la contribution d'assistance, ainsi que la situation personnelle et éventuellement économique de l'assuré. b) En cas de révision du droit à la rente en raison d'une diminution notable du taux d'invalidité de la personne assurée (art. 17 LPGA), la diminution ou la suppression des prestations prend effet rétroactivement à la date où elle a cessé de correspondre aux droits de l'assuré, s'il se l'est fait attribuer irrégulièrement ou s'il a manqué, à un moment donné, à l'obligation de renseigner qui lui incombe raisonnablement en vertu de l'art. 77 RAI (art. 88bis al. 2 let. b RAI).

- 12 - Selon l'art. 21 al. 4 LPGA, applicable à l'assurance-invalidité sous réserve de dérogations expresses (art. 1 al. 1 LAI), les prestations peuvent être réduites ou refusées temporairement ou définitivement si l'assuré se soustrait ou s'oppose, ou encore ne participe pas spontanément, dans les limites de ce qui peut être exigé de lui, à un traitement ou à une mesure de réinsertion professionnelle raisonnablement exigible et susceptible d'améliorer notablement sa capacité de travail ou d'offrir une nouvelle possibilité de gain ; une mise en demeure écrite l'avertissant des conséquences juridiques et lui impartissant un délai de réflexion convenable doit lui avoir été adressée. L'art. 7b al. 2 let. b LAI, en vigueur depuis le 1er janvier 2008, prévoit toutefois un régime spécial dans le domaine de l'assurance-invalidité, en disposant que si l'assuré a manqué à son obligation de communiquer au sens de l'art. 31 al. 1 LPGA, les prestations peuvent être réduites ou refusées sans mise en demeure et sans délai de réflexion, ceci en dérogation à l'art. 21 al. 4 LPGA (cf. Ueli Kieser, ATSG Kommentar, 3e éd., Zurich 2015, n° 108 ad art. 21 LPGA). La jurisprudence admettait par ailleurs, déjà avant l'entrée en vigueur de l'art. 7b al. 2 let. b LAI, que l'assurance-invalidité suspende ses prestations par voie de mesures provisionnelles, lorsqu'elle constatait, de la part de l'assuré, une violation de son obligation de renseigner et qu'une suppression de rente par voie de révision apparaissait envisageable (TF 9C_45/2010 du 12 avril 2010 ; 9C_1016/2009 du 3 mars 2010). En effet, dans une telle situation, la suppression pouvait être ordonnée à titre rétroactif, conformément à l'art. 88bis al. 2 let. b RAI, tandis que les rentes versées dans l'intervalle ne pourraient être que difficilement récupérées auprès de l'assuré.

E. 6

a) En l'occurrence, à la date de la décision du 4 octobre 2016, l'intimé disposait des jugements rendus en matière pénale à l'encontre du recourant dans les cantons [...], [...] et [...], par lesquels ce dernier avait été condamné des chefs de vol, vol en bande et par métier, ainsi que d'escroquerie. Les faits concernés dans le canton [...] sont datés du 24

- 13 - mars 2010, alors que dans le canton [...] ils s'étendent sur la période de janvier 2010 à juin 2011. Quant aux faits sanctionnés dans le canton [...], l'ordonnance du 28 février 2014 mentionne un intervalle de 1999 à février 2009, au cours duquel le recourant et ses acolytes avaient notamment pratiqué la vente de tapis au porte à porte. Ainsi que le relève le recourant, les pièces médicales versées à son dossier font certes état d'une situation de santé globalement stationnaire, ponctuée de deux hospitalisations au sein de la Fondation G._____ en juillet 2010 et juillet 2011. Le Dr H._____, appelé à expertiser le recourant dans le cadre de la procédure pénale conduite [...], a pour sa part conclu à une responsabilité restreinte compte tenu des diagnostics retenus. Néanmoins, force est de souligner que la commission des actes illicites pour lesquels le recourant a été condamné s'étend sur une période relativement longue, soit plus de dix ans s'agissant des actes commis [...]. Ces éléments sont manifestement de nature à faire douter de l'impact des atteintes à la santé dont souffre le recourant sur ses capacités effectives, tant sur le plan social que dans la gestion de son quotidien. Au demeurant, les infractions commises par le recourant laissent incontestablement envisager le maintien ou le recouvrement de ressources personnelles éventuellement exploitables dans un contexte professionnel. Les doutes de l'intimé quant à l'incapacité de travail totale alléguée par le recourant ont par ailleurs été légitimement renforcés à réception du rapport d'enquête du 25 septembre 2016. La synthèse de ce document fait en effet notamment état de ce qui suit : « [...] Au cours des observations, [l'assuré] a été observé en train de vaquer aux occupations usuelles d'une

personne sans emploi. Il conduit quotidiennement et à plusieurs reprises par jour un véhicule sur de longues distances, fréquente des établissements publics, consomme des boissons alcoolisées, joue à des jeux d'argent, se

- 14 - rend dans des commerces et effectue des achats, est sociable avec les tiers qu'il rencontre, se promène en famille, se comporte en tout sans présenter une quelconque limitation physique ou psychologique visible ou apparente. [...] » Vu ces observations, force est de retenir *prima facie*, à l'instar de l'intimé, une dichotomie entre les éléments médicaux contenus au dossier du recourant, singulièrement les répercussions des diagnostics retenus, et ses capacités sociales et personnelles. b) En outre, il faut souligner qu'il appartenait à l'assuré d'informer l'intimé des sanctions qui lui ont été infligées, s'agissant de circonstances nouvelles de nature à entraîner une appréciation différente de sa capacité de travail et de gain par l'intimé. A tout le moins, ces circonstances justifiaient-elles un réexamen du droit aux prestations et de nouvelles mesures d'instruction. Le recourant avait d'ailleurs été expressément rendu attentif à son obligation de renseigner l'intimé de tout changement de situation aussi bien personnelle qu'économique (cf. communications de maintien de son droit à la rente et décision initiale d'octroi de cette prestation du 19 août 1996). Compte tenu de cette violation de l'obligation d'informer, l'OAI était légitimé à suspendre le versement de ses prestations à titre provisionnel, étant rappelé les difficultés auxquelles il pourrait être confronté en cas de restitution des prestations versées à tort. c) On ajoutera enfin que les pièces versées subséquemment au dossier du recourant et portés à la connaissance de la Cour de céans, soit la liste du Service cantonal des automobiles et de la navigation, les offres de travaux découvertes sur internet et le procès-verbal d'entretien du 23 novembre 2016, sont de nature à entretenir les doutes légitimes nourris par l'intimé quant au droit aux prestations de l'assuré.

E. 7

Il s'ensuit que le recours doit être rejeté et la décision attaquée confirmée.

- 15 - a) La procédure est onéreuse ; en principe, la partie dont les conclusions sont rejetées supporte les frais de procédure (art. 69 al. 1bis LAI et 49 al. 1 LPA-VD). Cependant, lorsqu'une partie a été mise au bénéfice de l'assistance judiciaire, les frais judiciaires, ainsi qu'une équitable indemnité au conseil juridique désigné d'office pour la procédure, sont supportés par le canton (art. 122 al. 1 let. a et b CPC [code fédéral de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272], applicable par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD). L'octroi de l'assistance judiciaire ne libère toutefois que provisoirement la partie qui en bénéficie du paiement des frais judiciaires et des indemnités ; celle-ci est en effet tenue à remboursement dès qu'elle est en mesure de le faire (art. 123 CPC, applicable par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD). b) En l'espèce, compte tenu de l'ampleur de la procédure, les frais de justice doivent être fixés à 400 fr. et devraient être mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 69 al. 1bis LAI; art. 49 al. 1 LPA-VD). Toutefois, dès lors que ce dernier est au bénéfice de l'assistance judiciaire, ces frais sont laissés provisoirement à la charge de l'Etat. c) Il n'y a au demeurant pas lieu d'allouer de dépens, le recourant n'obtenant pas gain de cause (art. 55 al. 1 LPA-VD ; cf. art. 61 let. g LPGA). Le recourant bénéficie, au titre de l'assistance judiciaire, de la commission d'office d'un avocat en la personne de Me Yan Schumacher à compter du 10 octobre 2016 jusqu'au terme de la présente procédure (art. 118 al. 1 let. c CPC, applicable par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD). Le 20 mars 2017, celui-ci a produit le relevé des opérations effectuées pour le compte de son mandant et a fait état en tout de 16 heures et 39 minutes, dont 14 heures et 49 minutes ont été déployées par une

avocate-stagiaire. L'activité a été contrôlée au regard de la conduite du procès et rentre globalement dans le cadre du bon accomplissement du mandat. Dès lors, l'activité de Me Schumacher peut être arrêtée à une heure et 57 minutes au tarif horaire de 180 fr. et 14 heures et 42 minutes au tarif horaire de 110 fr. (art. 2 al. 1 let. a et b RAJ [règlement cantonal vaudois du 7

- 16 - décembre 2010 sur l'assistance judiciaire civile ; RSV 211.02.3]), à quoi s'ajoutent des débours à concurrence de 179 fr. 80 et la TVA au taux de 8%, ce qui représente un montant total de 2'319 fr. 60 pour l'ensemble des opérations assumées dans la présente cause. Cette rémunération est provisoirement supportée par le canton, tandis que le recourant est rendu attentif au fait qu'il lui incombera de rembourser le montant corrélatif dès que sa situation financière le lui permettra (cf. art. 123 al. 1 CPC cité supra). Il appartient au Service juridique et législatif de fixer les modalités de ce remboursement (art. 5 RAJ).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.